



Pour cette organisation non gouvernementale à vocation internationale, le Cameroun doit abroger la loi qui criminalise les rapports homosexuels et protéger les personnes LGBT.

Human Rights Watch a publié un rapport suite à l'agression physique dont ont été victimes samedi passé Shariko et son complice Patricia, deux transgenres camerounais.

Dans ce rapport publié sur son site internet, Human Rights Watch appelle les autorités camerounaises à protéger les personnes de la communauté LGBT, et abroger la loi qui criminalise les rapports sexuels entre personnes de même sexe.

Lecture

Une agression d'une grande brutalité a été commise au Cameroun sur deux femmes transgenres, quelques semaines seulement après qu'un tribunal eut ordonné que ces deux femmes, Shakiro et Patricia, soient libérées de prison dans l'attente d'une décision en appel concernant leur condamnation à cinq ans d'emprisonnement pour un chef d'accusation arbitraire d'« homosexualité ». Cette attaque est un dur rappel que les personnes transgenres au Cameroun, qu'elles soient derrière des barreaux ou non, ne sont jamais libres.

Shakiro a affirmé à Human Rights Watch qu'elle et Patricia avaient été attaquées par un groupe violent le 8 août vers 1h00 du matin à Douala, la capitale économique du Cameroun. Les agresseurs les ont tirées de force d'un taxi, insultées et menacées de mort, et les ont passées à tabac pendant environ 30 minutes avant de s'enfuir à l'arrivée des gendarmes. L'attaque a été filmée dans une vidéo qui a aussitôt circulé sur les réseaux sociaux.

« J'ai été entièrement déshabillée et rouée de coups sur tout le corps par plusieurs personnes », a déclaré Shakiro. « J'ai reçu des coups de pied et des gifles. J'ai dû faire le mort – c'était le seul moyen de survivre. »

Shakiro et Patricia ont porté plainte auprès de la police contre leurs agresseurs, mais elles ont peu d'espoir d'obtenir justice au Cameroun, où la discrimination à l'encontre des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles et transgenres (LGBT) est institutionnalisée et les actes de violence contre ces personnes sont fréquents.

Le 8 février, des gendarmes ont arrêté Shakiro et Patricia à Douala parce qu'elles étaient habillées de vêtements féminins. Elles ont été inculpées de tentative de comportement homosexuel, d'indécence en public et de non-possession de cartes nationales d'identité. Lors de leur détention à la prison centrale, surpeuplée, de Douala, des gardiens et d'autres détenus les ont passées à tabac, insultées et menacées.

Le 11 mai, un tribunal a condamné Shakiro et Patricia à cinq ans de prison et à des amendes de 200 000 CFA (370 dollars) en vertu d'une loi draconienne qui interdit les relations sexuelles entre personnes du même sexe. Le 16 juillet, un juge a ordonné leur remise en liberté provisoire jusqu'à ce qu'une Cour d'appel statue sur leur sort lors d'une audience prévue pour le 14 septembre.

La persécution approuvée par l'État des personnes LGBT au Cameroun s'est intensifiée depuis 2021. Entre février et avril cette année, les forces de sécurité ont arrêté au moins 27 personnes, dont un enfant, pour de prétendus rapports sexuels consentis entre personnes de même sexe ou pour non-conformité de genre, en passant certaines à tabac et les soumettant de force à un examen anal.

Les activistes des droits LGBT et des avocats affirment que la législation camerounaise punissant les rapports sexuels entre personnes du même sexe contribue à un climat homophobe et transphobe, dans lequel les autorités s'affranchissent souvent de leur responsabilité de protéger les personnes LGBT, ignorant la rhétorique de haine et les actes de violence.

Il incombe au gouvernement du Cameroun de protéger tous les Camerounais. Les autorités devraient s'assurer que Shakiro et Patricia aient accès à la justice et agir rapidement pour abroger la loi anti-homosexualité.